



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/La-presse-surveilee-la-pointe-de-l-iceberg>

La presse surveillée, la pointe de l'iceberg

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 8 novembre 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Il faut le dire et le redire : le nouveau scandale quant à la liberté de presse qui frappe le gouvernement libéral de Philippe Couillard, est en fait beaucoup plus important et grave qu'il n'y paraît. Car cette affaire, mettant en évidence comment les appels entrants et sortants des téléphones de certains journalistes du Québec ont pu être enregistrés à leur insu, est en tout point révélatrice des formidables fragilités de nos régimes dits "démocratiques" contemporains.

Elle met surtout en lumière comment lorsque l'on est préoccupé de libertés individuelles et de protection de la vie privée, ou encore soucieux de se prémunir des abus potentiels du pouvoir politique ou étatique, on se trouve aujourd'hui confrontés à un nouveau genre de problèmes sans commune mesure avec ceux du passé. Posant au passage bien des maux de tête à ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux et politiques d'envergure.

La séparation des pouvoirs

Sans doute faudra-t-il se préoccuper, comme sont en train de le faire la majorité des éditorialistes et des leaders de l'opposition, de la façon dont les juges – souvent peu formés en la matière – délivrent avec beaucoup de légèreté des autorisations de surveillance ou d'archivage aux corps policiers. Et sans doute pourra-t-on installer quelques balises de plus qui n'auront rien de négligeable, permettant ainsi au 4^{ième} pouvoir (le pouvoir médiatique) de garder une plus grande indépendance, ou tout au moins d'avoir quelques garanties de plus en la matière. Nous assurant ainsi que, tout comme entre le pouvoir judiciaire, législatif et exécutif, il existe encore – puisque nous nous disons en démocratie – des murs étanches, nous préservant – par le biais de la règle de la séparation des pouvoirs – du despotisme étatique, ainsi que le souhaitait par exemple au 18^{ième} siècle un penseur comme Montesquieu.

Il faudrait cependant rajouter ici que nous sommes loin aujourd'hui en 2016 de ces traditionnelles et nobles aspirations démocratiques. Et que les pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire et médiatique tendent à être liés chaque fois plus étroitement les uns aux autres, et surtout tendent toujours plus à être subsumés sous un pouvoir exécutif grandissant. Ne serait-ce que parce que le pouvoir législatif – celui pourtant qui établit et vote les lois – se trouve de plus en plus affaibli et réduit à la portion congrue vis-à-vis des pouvoirs exécutif et judiciaire. En ce sens là Amir Khadir a tout à fait raison de soupçonner qu'en fait "la police protège le pouvoir politique".

Un pouvoir médiatique profondément transformé

Quant au pouvoir médiatique, il s'est profondément transformé ces dernières années, et loin d'être devenu plus indépendant et par conséquent plus critique vis-à-vis des différents pouvoirs en place, il a eu tendance – jeu de la concentration économique et du divertissement oblige – à se rapprocher étroitement, par le biais d'intérêts économiques communs, du pouvoir des élites. Donnant l'impression que la presse a de moins en moins ce rôle de chien de garde de la démocratie qu'elle a pu avoir dans le passé, qu'elle est de plus en plus "la voix du maître" claironnée partout.

Plus loin encore

Mais l'affaire va cependant encore bien au-delà et relève d'un des grands enjeux ou défis de notre temps. Et ce n'est pas sûr, loin de là, que la commission d'enquête dont le gouvernement libéral vient d'annoncer la mise en place et dont le mandat risque d'être très technique, puisse finir par déboucher sur de tels questionnements, pourtant si

vitaux pour les sociétés contemporaines. Car aux côtés de la montée des inégalités, de la rupture des grands équilibres écologiques, de la massification marchande des productions culturelles et symboliques humaines ainsi que du retour de guerres incontrôlées, il pourrait bien exister un 5ième défi d'importance qui se pose aujourd'hui à l'humanité toute entière : celui de l'étiollement systématique des libertés individuelles et collectives humaines.

On se trouve aujourd'hui à la croisée de deux grands phénomènes qui, combinés l'un à l'autre, accroissent d'autant les risques de surveillance généralisée, et partant les possibilités de despotisme politique grandissant : d'une part celui d'une conjoncture sociopolitique poussant depuis le 11 septembre 2001 au nom de la lutte au terrorisme, au surgissement d'États d'exception réduisant considérablement les garanties individuelles ; et d'autre part celui d'un développement phénoménal de nouvelles technologies sophistiquées de contrôles et de surveillance (généralisation et miniaturisation de capteurs, micros et caméras, massification de la surveillance généralisée d'internet, etc.), rendant d'autant plus efficace et puissante toute intervention étatique.

Les révélations faites par Edgar Snowden, tout comme les interventions menées par Julien Assange autour de Wikileaks montrent bien comment dans l'espace internet mondialisé, il existe dorénavant non seulement une « assymétrie d'informations » entre citoyens et États, mais aussi et surtout une « surveillance de masse » à laquelle s'adonnent en priorité les USA, mais à laquelle n'est pas étrangère le Canada, lui dont on sait que ses services de sécurité ont archivé depuis des années les métadonnées de milliers de citoyens canadiens pourtant soupçonnés d'aucune illégalité.

La culture du secret

Il est impossible de ne pas voir, dès lors comment pour tous ceux et celles qui sont soucieux de démocratie, cette affaire devrait être une sorte d'électrochoc pour éveiller tout un chacun aux dangers qui pèsent aujourd'hui si fortement sur la démocratie.

En commençant peut-être par ce qui est l'élémentaire dans un tel régime : tout faire pour en finir avec cette « culture du secret » qui semble faire partie dorénavant des manières de faire gouvernementales. Pensez à titre d'indices à toutes ces demandes d'accès à l'information par lesquelles on est obligé aujourd'hui de passer et qui demandent parfois des mois de travail et de patience !

Après tout le symbole par excellence de la démocratie, n'est-il pas cette place publique ouverte à tous et toutes et où l'on peut discuter librement et dans la transparence de toutes les questions touchant au bien commun ?